

Conférence de presse du 10 mai 2021

Un marché du travail plus écologique et plus social pour la Suisse

Plan d'action de Travail.Suisse pour une politique climatique sociale

Léonore Porchet, Vice-présidente de Travail.Suisse, Conseillère nationale VD

Chères représentantes et représentants des médias, chères et chers collègues, cher public,

Je suis fière de pouvoir porter avec Travail.Suisse un plan climat qui mette au centre l'intérêt des travailleuses et des travailleurs. Les organisations syndicales ont un devoir de défense immédiat des intérêts de leurs affiliés. Cette fonction substantielle est d'ailleurs fortement mobilisée dans le cadre de la crise économique entraînée par la pandémie. Mais pour Travail.Suisse, le devoir d'un syndicat dépasse les questions matérielles. Il est aussi de construire une société où les travailleurs et les travailleuses ont une bonne qualité de vie en général. C'est pour cela notamment que parmi les thèmes prioritaires de Travail.Suisse se trouvent la conciliation entre la vie privée et la vie professionnelle, l'aménagement du temps de travail, le congé parental. À cela s'ajoute une vision à long terme, pour garantir cette qualité de vie dans le futur, dans un environnement préservé et accueillant pour l'humain.

Il y a un lien direct entre les modèles de travail et l'urgence climatique, puisque la pression actuelle pour atteindre une productivité accrue demande de pousser les limites de l'exploitation des ressources naturelles et des humains en favorisant des procédés tout industriels et en augmentant les cadences de travail. La pollution et le réchauffement climatique ont également des impacts très lourds sur la santé des travailleurs et des travailleuses. La manière dont nous produisons des biens et des services nuit donc massivement à l'environnement et aux travailleurs et travailleuses. Pour vivre sur notre planète sans la détruire, nous avons besoin d'une organisation du travail différente, qui permet de prendre soin de soi, des autres et de notre environnement. Pour changer nos modes de vie, le monde du travail va devoir se transformer en profondeur, sous l'impulsion et la surveillance des milieux syndicaux. Car seule une transition écologique juste sera acceptable! Face à l'urgence, Travail.Suisse demande une politique plus ambitieuse que celle du Conseil fédéral.

En particulier, Travail.Suisse exige non seulement un rythme plus rapide pour atteindre la neutralité carbone, mais aussi la fin de l'hypocrisie de la compensation carbone à l'étranger, et ce d'ici à 2030.

Pour Travail.Suisse, ces possibilités de réduire les émissions à l'étranger ne sont pas dans l'intérêt de l'innovation et de la création d'emplois en Suisse. Elles ont le désavantage de maintenir plus longtemps la dépendance énergétique de la Suisse, ce qui affaiblit la sécurité de l'approvisionnement énergétique. Continuer à importer des énergies fossiles coûte des milliards de francs suisses, des sommes considérables qu'il vaudrait mieux investir dans le développement des énergies renouvelables, l'efficacité énergétique, la mobilité douce et la formation et formation continue pour l'acquisition de nouvelles compétences liées au réchauffement climatique. Pour Travail.Suisse, il n'existe pas d'arguments valables pour maintenir « un droit à la pollution », les crédits carbones n'effacent pas la pollution et ne font que retarder les changements nécessaires à la transition écologique en Suisse.

Par ailleurs, malgré des garanties légales, nous doutons que la mise en œuvre des projets de réduction à l'étranger garantissent un travail décent faute de mécanismes de surveillance suffisants.

Plus généralement, ne parler que des émissions internes à la Suisse, ce n'est voir qu'une face du problème. Les conséquences de notre consommation carbone excessive ne s'arrêtent pas à Bardonnex ou à Chiasso. C'est donc bien à la Suisse de s'engager à réduire les émissions dont elle est responsable. Et elle a une très grande marge de manœuvre, notamment dans le secteur financier. Afin de maintenir son rang, sa compétitivité et les emplois du secteur, la place financière suisse a tout intérêt à devenir une référence mondiale en matière de services financiers durables. Pour y parvenir, il faut adopter une législation plus contraignante car elle peine à se décarboner et continue à investir lourdement dans les énergies fossiles.

Les principales institutions de prévoyances ne font pas mieux. Les alternatives existent pourtant et les fonds de pension représentent une source financière qui peut influencer concrètement sur les objectifs climatiques de la Suisse. Pour assurer ce désinvestissement, des garanties doivent être offertes aux assuré·e·s de retrouver les mêmes prestations sociales et les entreprises doivent être encouragées à s'affilier aux caisses de pensions respectant les objectifs climatiques de la confédération. Dans les conseils d'administration, les représentant·e·s des salarié·e·s peuvent ainsi s'engager pour que les institutions de prévoyance évoluent vers une gestion des actifs conforme à l'objectif de la neutralité carbone et aux principes de durabilité.

Ainsi, le dialogue syndical et patronal systématique dans l'application de mesures écologiques est un pilier de la transition écologique. Travail.Suisse s'associe à la grève du climat qui scande qu'il ne peut pas y avoir de justice climatique sans justice sociale. Des garanties doivent être données aux travailleurs et travailleuses pour qui le désengagement des technologies carbone ne doit pas représenter un danger. Cela signifie donc que la Suisse doit investir massivement dans la reconversion professionnelle, la formation continue et imaginer un revenu de transition écologique.

Les défis à soulever dans la crise climatique sont nombreux. L'ambition du plan climat de Travail.Suisse est de donner la voix de nos 150'000 affiliés en faveur d'une lutte contre le changement climatique ambitieuse, qui intègre en amont les composantes sociales dans les décisions politiques nécessaires à une transition rapide, efficace et juste.